

Brochure n° 3173

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRETÉ**  
**ET SERVICES ASSOCIÉS**

---

AVENANT N° 11 DU 2 AOÛT 2012  
RELATIF AUX CLASSIFICATIONS  
NOR : ASET1251238M  
IDCC : 3043

---

Entre :  
La FEP,  
D'une part, et  
La CSFV CFTC ;  
La FS CFDT ;  
La FNPD CGT ;  
La FEETS FO,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Périmètre*

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire français, y compris les départements d'outre-mer.

**Article 2**

*Accord collectif sur l'égalité professionnelle  
entre les femmes et les hommes*

Conformément aux articles L. 2241-3 et L. 2241-9 du code du travail, les partenaires sociaux ont signé, de façon unanime, au niveau de la branche, un accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (inséré à l'annexe IV de la convention collective nationale des entreprises de propreté du 26 juillet 2011). Cet accord collectif du 14 mars 2012 comporte notamment des mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

**Article 3**

*Grille applicable*

En application de l'accord sur les classifications, annexe A1.1 de la convention collective nationale des entreprises de propreté du 26 juillet 2011, les partenaires sociaux signataires conviennent, sous

réserve de l'article 4 ci-dessous, d'une augmentation des rémunérations minimales hiérarchiques, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Il est rappelé que la rémunération minimale hiérarchique est calculée pour chaque coefficient d'une filière donnée pour 151,67 heures en effectuant le calcul suivant : taux horaire  $\times$  151,67.

Il est également rappelé les dispositions de l'article 4, chapitre I<sup>er</sup>, de l'accord sur les classifications : « Dans le cas où l'indice général national des prix à la consommation (hors tabac) publié par l'INSEE ferait apparaître, par rapport au dernier indice connu lors de la dernière négociation, une hausse en pourcentage supérieure au pourcentage d'augmentation de la rémunération minimale hiérarchique de l'AS1 résultant du dernier accord sur les rémunérations minimales hiérarchiques, les parties conviennent de se réunir dans un délai maximum de 3 semaines. »

Au cas où la valeur du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2013 venait rattraper la valeur de l'AS1 colonne A, applicable à la même date, les parties signataires conviennent de se réunir dans les 15 jours suivant la date de publication du Smic au *Journal officiel*.

#### Grille de salaires

##### *Filière exploitation*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE
Maîtrise – MP	MP5 (*)	16,82
	MP4 (*)	15,57
	MP3	13,96
	MP2	12,58
	MP1	11,89
Chef d'équipe – CE	3	11,85
	2	11,73
	1	11,08
(*) Assimilé cadre.		

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE A	TAUX HORAIRE B
ATQS	3	11,49	11,73
	2	10,69	10,87
	1	10,12	10,30
AQS	3	9,93	10,11
	2	9,83	10,02
	1	9,75	9,92
AS	3	9,70	9,87
	2	9,65	9,81
	1	9,61	9,76
A : propreté ou prestations associées. B : propreté et prestations associées (sous réserve d'exercice continu pendant 3 mois hors cas de remplacement).			

*Filière administrative**(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE
Maîtrise – MA	MA3 (*)	16,65
	MA2	15,78
	MA1	13,92
Employés – EA	EA4	12,50
	EA3	11,44
	EA2	10,37
	EA1	9,69
(*) Assimilé cadre.		

*Filière cadre*  
*Minima conventionnels*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION MENSUELLE
Cadres – CA	CA6	4 451,13
	CA5	4 073,90
	CA4	3 838,57
	CA3	3 320,62
	CA2	2 971,33
	CA1	2 518,84

**Article 4***Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord n'entreront en vigueur qu'après publication de leur arrêté d'extension dans les conditions suivantes :

- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, si l'arrêté d'extension du présent accord est publié au plus tard le 15 décembre 2012 ;
- à partir du 1<sup>er</sup> février 2013, si l'arrêté d'extension du présent accord est publié au plus tard le 15 janvier 2013 ;
- à partir du 1<sup>er</sup> mars 2013, si l'arrêté d'extension du présent accord est publié au plus tard le 15 février 2013 ;
- à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel est publié l'arrêté d'extension, si cette publication intervient avant le 15 du mois.

Fait à Villejuif, le 2 août 2012.

(Suivent les signatures.)